



PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DE L'ÉNERGIE

100 % libres
...100 % vous !

La sécurité énergétique et le pragmatisme bas carbone doivent être les priorités du Gouvernement

Alors que le secrétariat général de la planification écologique annonce que la France peut être le bon élève européen au regard de l'objectif de baisse des émissions de gaz à effet de serre malgré un mix énergétique français déjà bas carbone, la Ministre de la Transition Énergétique alerte, à quelques mois du débat parlementaire sur la stratégie française énergie climat, sur les difficultés à « boucler » l'équation énergétique en 2030, ce qui revient à revenir au principe de réalité.

Les difficultés à assurer le bouclage énergétique résonnent avec les difficultés à passer l'hiver dernier comme celles qui s'annoncent pour le prochain hiver. La CFE Énergies est plus que jamais convaincue que l'ambition climatique ne sera crédible aux yeux des Français que si elle va de pair avec la sécurité des approvisionnements énergétiques du pays. La résilience du système énergétique est en effet la condition de la puissance économique dans la durée, et doit redevenir la priorité de la décision publique. La dernière commission d'enquête parlementaire ne dit pas autre chose.

Dans ce contexte, la CFE Énergies appelle le Gouvernement à faire preuve de pragmatisme en ne précipitant pas le déclassement d'actifs énergétiques plus qu'utiles à la sécurité et à la résilience du système énergétique français, et en évitant de faire reposer son équation énergétique sur des hypothèses sujettes à caution. La remise en service de la centrale au charbon de Saint-Avold, fermée quelques mois auparavant, pour passer l'hiver fut la preuve éclatante du manque d'anticipation et de l'oubli de l'impératif de sécurité énergétique.

Plutôt que chercher à être un bon élève européen, les salariés attendent du Gouvernement qu'il œuvre pour la prolongation la plus longue possible de l'ensemble des 56 réacteurs aujourd'hui en fonctionnement, cette prolongation étant le levier le plus sûr et le plus compétitif pour assurer l'alimentation électrique du pays.

Tout à sa volonté d'obtenir l'augmentation de puissance de ces réacteurs, c'est à lui d'en créer les conditions en gravant dans le marbre de la loi la fin du plafond de 63,2 GW de puissance nucléaire hérité de la loi de 2015, et en mettant fin à un AReNH spoliateur qui réduit à néant l'intérêt économique de ces investissements d'augmentation de puissance.

C'est à lui aussi qu'il revient de bâtir un cadre réglementaire qui optimise la production électronucléaire en mettant fin à l'accès prioritaire au réseau dont bénéficient les énergies renouvelables et qui conduit à une modulation du parc nucléaire qui dégrade sa disponibilité et fragilise l'outil industriel. Plutôt qu'un AReNH au coût astronomique pour les finances d'EDF et maintenu à vil prix au nom du maintien du bouclier tarifaire, le Gouvernement ferait mieux de consacrer son énergie à bâtir une régulation industrielle guidée par l'impératif de sécurité énergétique.

C'est ainsi que le Gouvernement évitera à la sécurité électrique du pays de trop dépendre d'ambitions en matière d'énergies renouvelables électriques et de sobriété qui risquent fort de s'avérer hors de portée. Pour la CFE Énergies, les impératifs de reconquête industrielle et d'autonomie stratégique vis-à-vis de la Chine sont en effet des facteurs limitatifs aux ambitions démesurées des promoteurs des énergies renouvelables. Quant aux baisses de consommations énergétiques du dernier hiver, elles sont moins le fruit de changements durables de comportement que les conséquences industrielles de la crise des prix de l'énergie.

Enfin, au regard de la précipitation à vouloir interdire le gaz lors du remplacement des chaudières des logements, la CFE Énergies rappelle que le système gazier, outre qu'il offre des solutions de décarbonation dont la France n'a pas le luxe de pouvoir se priver et qu'il reposera de plus en plus sur des gaz renouvelables et souverains, a un rôle important à jouer dans la résilience du système énergétique français. La précarité énergétique que subissent de plus en plus de Français, s'ajoutant à la crise de l'inflation, doit dès lors conduire le Gouvernement à éviter les solutions à l'emporte-pièce, insoutenables socialement parce que les Français n'auront pas les moyens de se les offrir.